

POINT FORT

Le canton de Genève appelé à mieux s'équiper pour régler les litiges économiques

SERVICES JURIDIQUES. L'Ordre des avocats prépare un projet concret de tribunal de commerce, avec le soutien de l'économie, qui pourrait renforcer l'attractivité juridique du canton.

Alexandre Roch

L'Ordre des avocats de Genève (Odage) travaille actuellement à un projet concret de tribunal de commerce, avec l'objectif de le soumettre au Grand Conseil dans les prochains mois. «Ce travail est le fruit d'un dialogue avec les milieux concernés, notamment le pouvoir judiciaire», précise la bâtonnière Sandrine Giroud. «Parallèlement, le canton mène une étude sur l'impact économique des services juridiques, attendue fin avril, qui permettra d'identifier les atouts et les freins de la place genevoise. Sur cette base, nous pourrions ensuite engager le dialogue avec les milieux politiques.» Pour celle qui préside aussi la Geneva International Legal Association (Gila), ce projet est un outil de compétitivité qui pourrait attirer de nouvelles activités juridiques et en faire bénéficier l'ensemble de l'écosystème.

Les différends commerciaux peuvent générer d'importantes retombées économiques. En 2018, l'oligarque russe Viktor Vekselberg a été débouté par le Tribunal de commerce de Zurich dans un litige de 178 millions de francs contre Julius Baer et a payé 970.000 francs de frais de justice. Avec les honoraires d'avocats et dépenses liées au procès, l'affaire aurait rapporté près de 3 millions à l'économie zurichoise selon la *Handelszeitung*. Selon la Gila, les activités juridiques suisses génèrent près de 3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et le pays comptait 11.500 avocats fin 2023.

Le droit, une condition cadre de l'économie

Plusieurs places internationales promeuvent activement leurs services juridiques.



Genève. Pour la bâtonnière Sandrine Giroud, un tribunal de commerce pourrait attirer davantage de litiges commerciaux et renforcer la place juridique.

Cette activité représente 1,7% du PIB mondial, selon l'International Bar Association. Au Royaume-Uni, le secteur a généré un volume d'affaires de 43 milliards de livres en 2022 et il bénéficie de la campagne gouvernementale «Great Legal Services». En France, l'initiative «Paris, place de droit» met en avant le levier économique et diplomatique qu'apportent ces services. Pourtant, au niveau mondial, «le droit civil suisse est l'un des plus choisis dans les contrats, mais notre pays perd en compétitivité face à certaines juridictions, très actives dans leur promotion», confie

Sandrine Giroud. Pour l'avocate, «la conférence annuelle de la Gila, qui se tiendra du 9 au 11 mars [et dont L'Agefi est partenaire], a justement pour but de soutenir le droit comme condition cadre de l'économie».

Vincent Maître, conseiller national du Centre, juge que la mise en place d'un tribunal de commerce à Genève «serait une bonne chose pour le tissu économique du canton et de la Suisse au sens large». Le Genevois rappelle que «les grandes entreprises ont intérêt à déférer leurs litiges dans notre pays où la sécurité juridique prévaut». Son collègue MCG

des Etats, Mauro Poggia, appuie cette dynamique, rappelant que Genève a déjà été avant-gardiste avec le bureau de médiation mis en place par ses instances judiciaires (*lire aussi ci-dessous*).

L'enjeu de la spécialisation de la justice

Grâce à son positionnement au cœur du commerce international, la justice genevoise s'est déjà en partie spécialisée. Il y a plus de dix ans, le Ministère public a créé une section des affaires complexes avec des analystes financiers spécialisés. En matière de litiges commerciaux, c'est le

Tribunal civil qui est compétent. Face à la sophistication croissante des dossiers, trois chambres complexes et deux postes de juges spécialisés ont été créés fin 2024 dans le cadre de la modification de la loi sur l'organisation de la justice (LOJ).

Pour l'avocat Murat Julian Alder, membre de la commission judiciaire et de la police du Grand Conseil, «la complexification du droit pousse les avocats à se spécialiser, ce qui affecte aussi l'organisation judiciaire, qui connaît déjà une spécialisation partielle». Pour l'élu PLR, il est toutefois important de tirer le bilan des nouvelles chambres complexes avant d'aller de l'avant avec un tribunal de commerce. Le procureur général Olivier Jornot affirmait dans un rapport de cette même commission en janvier 2024 que créer un tribunal de commerce «im-

pliquerait une réorganisation complexe», ajoutant que «le but [était] de faire fonctionner ces chambres spécialisées, afin d'améliorer l'organisation du Tribunal civil».

La Gila considère de son côté que cette spécialisation est bienvenue mais insuffisante. Un tribunal de commerce permettrait d'intégrer de véritables spécialistes en complément des juges professionnels conduisant à plus de pragmatisme et une concentration des compétences sur une instance unique.

«La première édition de la conférence de la Gila a permis un dialogue direct entre magistrats de Genève et d'ailleurs autour des modèles de tribunaux de commerce à Zurich et à Paris, mettant en lumière leurs avantages et ouvrant la voie à l'idée d'une telle instance à Genève», d'après Sandrine Giroud.

L'économie en soutien

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) est favorable à ce projet. Son directeur Vincent Subilia précise par écrit: «Pour nos entreprises, la rapidité et la prévisibilité des décisions judiciaires sont déterminantes: aujourd'hui, l'incertitude procédurale influence les choix d'investissement et conduit parfois à hésiter entre le for genevois ou celui des juridictions étrangères. Un tribunal de commerce spécialisé, tenant compte de l'expérience des chambres complexes, renforcerait la confiance dans la place genevoise et consoliderait durablement son attractivité économique.»

Karine Curti, directrice de la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (Flag), ajoute que la création d'un tel tribunal de commerce «doit s'inscrire dans une vision globale et que, dans un contexte intercantonal concurrentiel, la réflexion mérite d'être menée afin que l'écosystème juridique reflète pleinement le poids économique du canton».

Place à prendre sur le marché de la médiation

«Qu'attend le Conseil fédéral pour signer enfin la Convention des Nations unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation?» C'est par ces mots que le sénateur Mauro Poggia (MCG/GE) avait interpellé le gouvernement le 16 septembre dernier à propos de ce texte ouvert à la signature depuis août 2019. Paraphé par 63 pays, dont le Royaume-Uni et Singapour, cet accord demande que les résolutions de litige par le biais d'une médiation dans un des pays signataires soient reconnues par toutes les parties et exécutées comme des jugements.

Mauro Poggia estime que la Suisse doit se profiler en tant que place internationale pour la résolution alternative et efficace des différends – notamment par le biais de l'arbitrage ou, en l'occurrence, de la médiation. «Nous devons le faire avant les Etats membres de l'Union européenne, qui ont d'ores et déjà

manifesté leur intérêt», déclare le Genevois à L'Agefi. «Développer les conditions cadre de ce marché renforcerait l'attractivité d'un pays connu pour ses bons offices. En outre, ce serait une bonne nouvelle pour les recettes de l'Etat, puisque l'activité de médiation est fortement rémunératrice.»

Lobbying à Berne

Dans sa réponse écrite à l'élu, datée du 19 novembre, l'exécutif assure connaître «les avantages de la médiation» et «son importance pour la Suisse». Il rappelle d'ailleurs que la Confédération «a participé activement à l'élaboration de la convention et était représentée à la cérémonie donnée à l'occasion de sa signature».

Le collège estime toutefois que «diverses questions juridiques se posent encore». En effet, pour que des règlements à l'amiable déploient un effet contraignant, le droit

suisse impose de les faire approuver par un tribunal ou établir sous la forme d'un acte authentique exécutoire. «Ces règles visent à protéger les parties et en particulier à préserver les parties les plus faibles des abus», expliquent les sept Sages.

Ces derniers se disent toutefois prêts à lancer «les travaux d'adaptation de la législation» en vue d'une adhésion à la convention de Singapour, mais seulement si les secteurs économiques concernés «témoignent qu'elle correspond à un besoin». C'est ce que la Chambre suisse de médiation commerciale a voulu démontrer en organisant un événement jeudi après-midi à Berne. Mauro Poggia se réjouit de cette initiative: «Nous avons ici un savoir-faire en matière de relation de confiance et une compétence désormais certifiée en matière de résolution des litiges, juge le conseiller aux Etats. A nous de le mettre en avant!» **Jonas Follonier**

Une institution qui résout les différends commerciaux

Un tribunal de commerce, au sens de l'article 6 du Code de procédure civile (CPC), est une juridiction cantonale spécialisée chargée de trancher des litiges commerciaux comme le non-respect d'un contrat de fourniture. Ces derniers concernent l'activité commerciale d'au moins une des parties, portent sur des montants dépassant 30 000 francs et opposent des entités inscrites au registre du commerce, hors des domaines tels que le droit du travail et le droit du bail. Ce tribunal peut aussi traiter de litiges internationaux ou relevant du droit des sociétés. **AR**

Five ways demographics are changing the economy

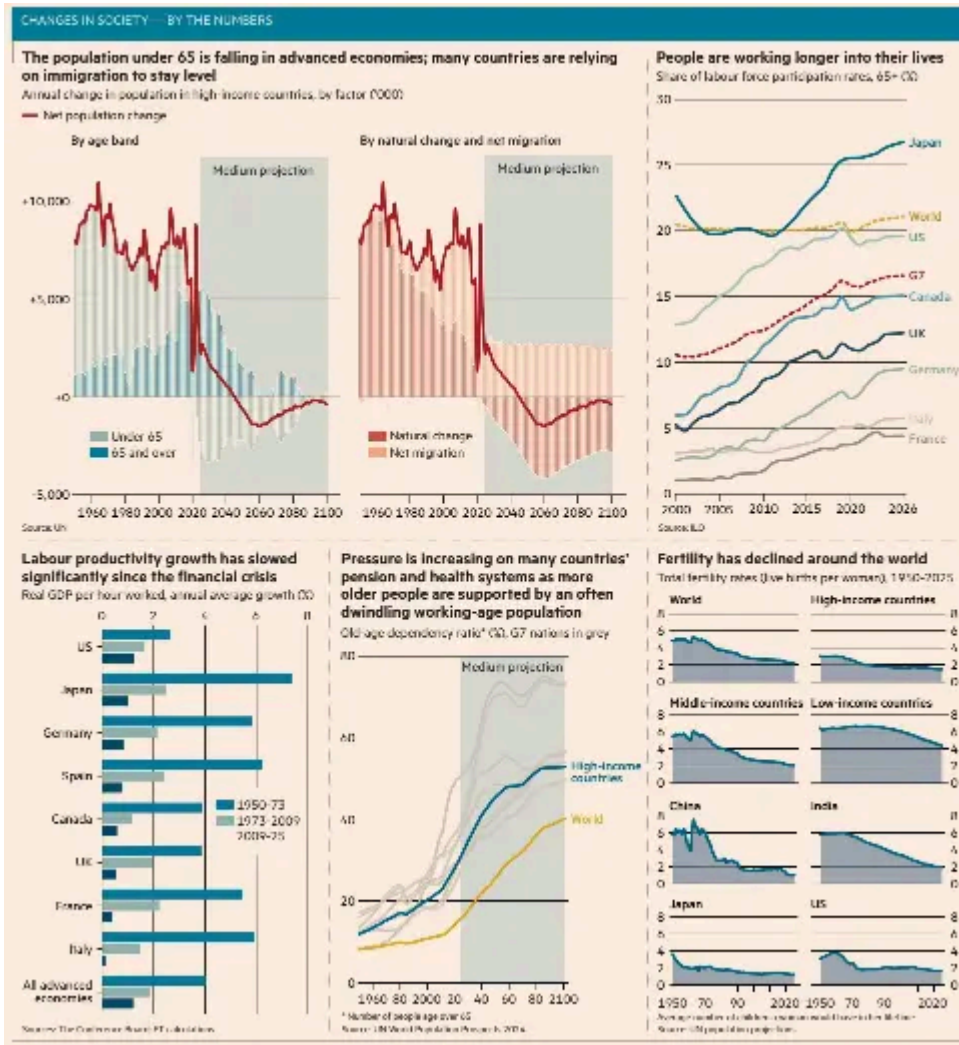
Longer work lives, use of AI, stress on welfare systems — 45 experts set out their analysis on what shifting patterns and ageing populations will mean for the global economy in the years to come.

Financial Times Europe

06 mars 2026

By Valentina Romei Data visualisation by Martin Stabe and Keith Fray

In Shropshire, the heart of rural England, AI-powered robots are on hand in elderly patients' homes, to help remind them to take their medication, monitor their health and even organise visits by carers and family members.



The machines are just one of the ways in which the world economy is responding to a demographic earthquake.

After 60 years in which the fertility rate has halved in rich economies, the number of people of working age in many such countries is either already falling or set to do so soon. That contraction in the traditional labour force comes even as people's lifespans have lengthened dramatically.

“The longer-term workforce model will be carers accompanied by robots,” says Ben Maruthappu, a doctor who cofounded Cera Care, the company that owns the Genie Con-

nect technology rolled out in Shropshire and 11 other local authorities.

The demographic transformation goes far beyond the labour shortages that are making robots into carers — as do its consequences.

Many countries' populations are in clear decline, among them Japan, China, Italy and most of central and eastern Europe. Last year, for the first time since 1945, France registered more deaths than births, a milestone the UK is expected to pass for good in 2026.

The ageing society will have profound economic effects. The FT contacted 45 experts, from demographers to a Nobel Prize-winning economist, to ask what shifting demographic patterns will mean for the global economy in the years to come.

“People will need to work longer,” but many ageing people in good health “will want to work longer because work gives us meaning, it gives us networks, it gives us a sense of self-worth, and it gives us skills,” says Ian Goldin, professor of globalisation and development at the University of Oxford.

Already a quarter of Japan's population aged over 65 is in the workforce, according to ILO data.

That age cohort is also experiencing rising employment rates in many other countries, due to changes in retirement ages, financial needs and society as a whole.

The trend is in marked contrast with the final decades of the 20th century, when the average age at which people stopped working steadily fell.

The turning point came around the turn of the millennium — the number of jobs among the over-fifties in rich economies has increased more than twice as much as for the under-fifties over the past two decades, according to an FT analysis of OECD data.

At the same time, people in many such countries can expect good health at least until their seventies.

Andrew J Scott, a world expert on the economics of longevity, questions the traditional definition of old age, which “lumps everyone over 65 in one group”, assuming that these people “are a deadweight on the economy, which is just crazy”. He calls for greater investment “in the human capital in the second half of life . . . in the health and literacy and skills and [to] make jobs more agefriendly”.

Scott adds: “That'll be how we get quite a lot of extra work . . . We'll see a much more mixed pattern of work and leisure from a demographic point of view.”

Villa Santa Lucia degli Abruzzi in Italy has seen its population shrink from over 2,000 people in the early 1900s to only 80 people, mostly elderly. It is one of the many villages across Europe and east Asia struggling to stay alive amid falling fertility rates.

“It’s a slow euthanasia,” says Pamela Liguori, head of the department that maintains the municipality’s infrastructure. No child was born in the village in the last two years, and only one girl was born there in 2023, while many more elderly residents died.

The village’s last shop — a baker — recently closed because of the shopkeeper’s age, while a remote pharmacist no longer comes calling, an indication of how depopulation can undermine production as well as demand.

Other countries are also feeling the strain. In South Korea, “kindergartens are being turned into nursing homes and wedding halls into funeral parlours”, says Randall Jones at the Korea Economic Institute.

Pieter Vanhuysse, professor of political economy and public policy at the University of Southern Denmark, even refers to “gerontonomias” — economies that have lost their former dynamism amid demographic trends that lead to “secular stagnation and the increase of gerontocracies, or elderly oriented democracies”.

Overall, the OECD estimates that in the years to 2060, demographic changes will dramatically hold back the increase in living standards for a range of rich countries, assuming past productivity growth rates.

For Japan, it predicts a 70 per cent slowdown from the previous two decades, due to demographic factors. That will be accompanied by a 40 per cent slump in living standards growth for the UK and South Korea,

While there is expected to be little impact on the US, the slowdown the OECD forecasts for Germany is 80 per cent. For Italy and Greece the outlook is even more stark — not slower living standards growth but an absolute decline.

Dean Spears, associate professor of economics at the University of Texas at Austin and author of *After the Spike*, argues that, with fewer people, it is more difficult to cover fixed costs for businesses or governments to produce goods and services. And with fewer people contributing to knowledge, a depopulating future “would be making slower progress than it could”, he adds.

Recent years have not been a straightforward story of depopulation in the developed world.

Next month, Spain, whose economic growth is above its Eurozone peers, partly because of immigration, plans to grant legal status to 500,000 undocumented migrants.

South Korea tripled its quota of temporary visas for low-skilled workers between 2020 and 2024, while Italy plans to issue nearly 500,000 new work visas for non-EU nationals for the 2026 to 2028 period.

Immigration to the UK has taken the population to record levels, even as the birth rate has slumped.

But the number of people moving to Britain has now fallen, as the government toughens immigration rules, while migration to Germany last year was insufficient to offset the gap between deaths and births.

To adapt to demographic trends and “succeed”, “societies will have to overcome ageism, sexism and racism”, says John Bateson, visiting professor of Management at Bayes Business School. The increasing urgency of the AI productivity push

Oded Galor at Brown University disagrees with other economists’ demographic determinism.

He argues that “a significant component” of the “tremendous sustained” growth in income per capita enjoyed over the 150 years, in part propelled by technological progress, “has to do with the reduction in fertility”. On this view, falling birth rates and rising education lead to human capital formation and long-term increases in prosperity.

“The fact that we have scarcity of labour will expedite the adoption of AI, and . . . given the incredible potential, will [result in] incredible growth,” Galor contends.

The argument is far from universally accepted.

Paul Morland, a British demographer, considers it “very optimistic” to think AI could solve the negative effects of demographic change.

“If we were about to get a revolution in productivity through AI, we’d already be seeing it,” he says. Despite the technological advances of recent decades, he notes, “productivity of the more advanced countries in the world has been growing at a slower and slower rate”.

For almost all of the postwar period, labour productivity has been slowing. Between 1950 and 1973, the metric, based on output per hour worked, rose at an annual average of 4 per cent across developed economies. But the rate halved to 1.9 per cent from 1973 to 2009. And since the financial crisis, it has slowed further, averaging just 1.2 per cent between 2009 and 2025.

“Technological progress can help, but is unlikely to be sufficient to avoid a slowdown in GDP per capita growth rates, unless the most optimistic hopes about AI materialise,” says Christophe André, economist at the OECD.

The European Bank for Reconstruction and Development estimates that AI could provide, on average, about half of the productivity growth required to compensate for the effects of demographics in selected EU countries under a high-impact scenario.

Some economists argue that ageing economies shift towards consuming more labour-intensive services where productivity gains are harder to materialise.

“We don’t want a massage more quickly, we don’t want to play golf and go for a leisurely hike more quickly,” says Goldin. “That means slower growth and slow productivity

growth.”

Mark Zandi, chief economist of Moody's Analytics, adds that an older population will probably have “lower risk appetite”, hampering growth. Moreover, he says, “investment tends to concentrate in countries with better demographic prospects and deeper international connections as firms can count on more dynamic consumer bases and broader talent pools.”

When the German retirement age was set at 65 in the 1910s, life expectancy was below 50. It has now increased to over 81, while the retirement age is only set to increase to 67.

“Today's demographic and economic framework no longer fit the outdated welfare systems,” says Alexia Fürnkranz-Prskawetz, a professor of mathematical economics at TU Wien university.

While legislation on the statute books of more than half the OECD's 38 member countries is set to increase the normal retirement age, pressure continues to build on pension and health systems.

“Support for the old will have to be cut back at the same time as taxation will remain or rise for workers,” says Charles Goodhart, professor emeritus at the LSE and author of *The Great Demographic Reversal*.

As a result, the demographic shift could deepen inequality in many countries. Arnstein Aassve at Bocconi University argues that well-educated and higher-income groups in many countries are already starting to understand “that in the future, the public health service and the public pension system, that's just not going to be very generous any longer”.

While such groups are opting for private care, “those who have fewer resources are going to be stuck with the public health system”.

In the 1960s, Japan had eight or nine people aged 20 to 64 for every person aged over 65. Now it is just over one. “You cannot compensate . . . by changing the retirement age a few years,” says Paul Morland, the British demographer who is also the author of *No One Left: Why the World Needs More Children*.

“It's very nice to say: ‘Oh, we'll work a few years longer, and there'll be some robots, and all will be well,’” he says, but amid such demographic decline, “this is rearranging the deck-chairs on the Titanic”.

Just as family-friendly policies across continents helped more women in the labour market over the past decades, “we will have to make a similar pivot now for older adults”, says Bradley Schurman, founder and CEO of Human Change, a demographics consultancy.

He adds that the bias against hiring older workers is “still there”.

As for the other end of the life cycle, many economists say radical changes in society will be needed to make a significant rebound in fertility likely.

A crucial adjustment would be making having a family “more fun and less disruptive to careers”, says Ronald Demos Lee, founding director of the Center for the Economics and Demography of Ageing at Berkeley.

At present the calculus is often very different. About two-thirds of the world’s population live in countries with fertility rates below the replacement level of 2.1 children per woman. In the countries that now form the EU, there were only about 3.5mn babies born in 2024, down from 6.6mn in 1961.

“It may be that making individuals better off may not be increasing the birth rate,” warns Claudia Goldin, a Nobel Prize-winning professor of economics at Harvard.

She says that her research on falling fertility in the US and elsewhere takes the point of women who realise, as they obtain autonomy, “that the only way that they could have both their higher education, their career and their family is if they had more time [for childcare] from the father”.

Ultimately, says Oxford professor Jakub Bijak, any solution to the economic problems set off by demographic changes will require reforms across the whole scope of society – from education and migration to gender policies, and initiatives on health and welfare as well as technological change and working for longer.

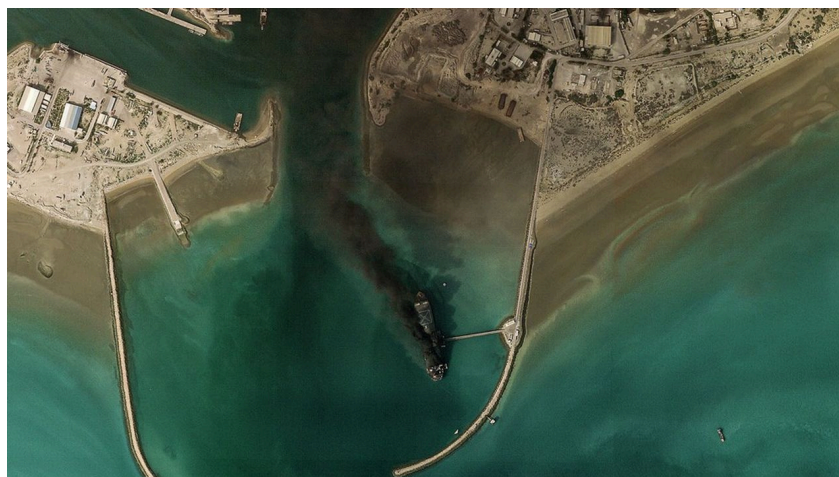
“There is,” he says, no single “silver bullet.”

« Tous les ingrédients d'une stagflation se mettent en place » : comment la guerre en Iran pourrait déstabiliser l'économie mondiale

[lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/tous-les-ingredients-dune-stagflation-se-mettent-en-place-comment-la-guerre-en-iran-pourrait-destabiliser-leconomie-mondiale-2219402](https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/tous-les-ingredients-dune-stagflation-se-mettent-en-place-comment-la-guerre-en-iran-pourrait-destabiliser-leconomie-mondiale-2219402)

Richard Hiault

March 5, 2026



L'image satellite montre de la fumée s'échappant d'un navire à la suite d'une explosion dans le port de Bandar Abbas, le long du détroit d'Ormuz, le 2 mars 2026. (Photo Planet Labs PBC/AFP)

Publié le 5 mars 2026 à 17:46 Mis à jour le 5 mars 2026 à 18:41

L'économie mondiale est « de nouveau mise à l'épreuve ». Le conflit au Moyen-Orient, « s'il était amené à durer, pourrait évidemment affecter les prix mondiaux de l'énergie, [le sentiment des marchés](#), la croissance et l'inflation ». Jeudi, à Bangkok, Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), qui publiera mi-avril de nouvelles prévisions de croissance (l'OCDE le fera le 26 mars) n'a qu'un vœu : « Plus vite cette calamité prendra fin et mieux ce sera pour l'ensemble du monde. »

En attendant, les économistes font tourner leur modèle pour prédire ce qui est encore imprévisible, tant l'incertitude prévaut. Chez Coface, Bruno de Moura Fernandes, responsable de la recherche macroéconomique, estime que « tous les ingrédients d'une stagflation conjuguant une faible activité économique et des tensions inflationnistes se mettent en place ». Mais « tout va dépendre de la durée du conflit et des dégâts occasionnés par la guerre, [notamment sur le trafic maritime dans la zone](#) », ajoute-t-il.

L'énergie comme vecteur

La crainte essentielle réside dans le retour de l'inflation qu'engendrerait une hausse durable des [cours des hydrocarbures](#) (pétrole et gaz) qui transitent par le détroit d'Ormuz. « Dans tous les cas de figure, que ce soit un conflit qui reste centré sur l'Iran et le détroit d'Ormuz, une guerre régionale impliquant le Liban ou un conflit généralisé à tout le Moyen-Orient, les hydrocarbures resteront le principal véhicule de transmission de la crise dans le monde », analyse pour sa part Philippe Trainar, membre du Cercle des économistes.

A ses yeux, si le cours du baril de pétrole, qui évoluait aux environs de 65 à 70 dollars avant la guerre, venait à grimper de 30 dollars, cela se traduirait par une hausse des prix de 2 % dans la zone euro et de 2,5 % aux Etats-Unis. « De ce fait, nous assisterions à une baisse de 0,8 point de l'activité économique européenne et de 1,4 point aux Etats-Unis. »

Chez Allianz Trade, les économistes continuent de tableur sur une escalade relativement brève, avec des prix du pétrole attendus à 70 dollars le baril et des répercussions limitées sur le PIB mondial et l'inflation. Mais, avertissent-ils, « un conflit s'étendant au-delà d'une période de quatre à six semaines aurait des répercussions macroéconomiques et boursières plus importantes ». Au bout de trois mois, un point de basculement serait atteint et le scénario d'une récession prendrait forme.

Le ton est mesuré également chez Goldman Sachs. « Pour la plupart des pays, l'impact économique principal réside dans le fait que la [récente hausse des prix du pétrole](#), qui ont atteint environ 80 dollars le baril, alimentera l'inflation et ralentira la croissance », indique l'économiste Joseph Briggs dans une note de recherche publiée jeudi.

VIDEO - Le blocage du détroit d'Ormuz pourrait coûter très (très) cher

L'inflation mondiale devrait augmenter de 0,2 point de pourcentage tandis que la croissance mondiale pourrait être freinée de 0,1 point de pourcentage. C'est donc gérable. « Mais ces effets pourraient être plus importants en cas de [fermeture prolongée du détroit d'Ormuz](#). Si les prix du pétrole atteignaient temporairement 100 dollars le baril, l'inflation mondiale pourrait progresser de 0,7 point de pourcentage et la croissance mondiale pourrait ralentir de 0,4 point de pourcentage. »

Même analyse chez les économistes d'Oxford Economics : le ralentissement de la croissance lié au conflit iranien sera modéré. Mais l'épuisement des réserves de gaz européennes et la dépendance aux voies de transport transitant par le

Moyen-Orient accroissent les risques d'un choc inflationniste plus important. Au total, leurs prévisions d'inflation ont été relevées de 0,3 à 0,5 point de pourcentage pour 2026, à 2,3 %.

Possible hausse des taux

Ces tensions sur les prix sont-elles de nature à influencer un changement de politique monétaire ? Chez Allianz Trade, la réponse est non. « Cela ne changerait pas [la politique conduite par la BCE et la Fed](#), une hausse de 10 % du prix du pétrole n'entraînant qu'une augmentation de l'inflation d'environ 0,1 à 0,2 point de pourcentage à court terme pour la zone euro et les Etats-Unis. » Mais si le choc pétrolier est bien plus sévère, une réaction s'ensuivra.

« Historiquement, les banques centrales mondiales n'ont pas réagi aux chocs pétroliers, en moyenne, mais ont légèrement resserré leurs taux d'intérêt en période de forte inflation et/ou de chocs pétroliers importants », assure Joseph Briggs, pour qui « les perspectives de la politique monétaire mondiale resteront globalement inchangées » à ce stade. Mais un resserrement monétaire serait probable si les prix du pétrole atteignent 100 dollars le baril ou si la hausse des coûts se répercute sur les prix à un rythme plus rapide que la normale. La croissance en pâtirait un peu plus.

Du côté des politiques budgétaires, la donne est plus complexe. Si l'inflation repart durablement à la hausse, les taux d'intérêt à long terme vont se tendre, dégradant un peu plus les finances publiques européennes et américaines. « La guerre coûte cher. [Les Etats-Unis affichent déjà un déficit](#) de plus de 7 % du PIB. Celui-ci va encore se creuser et nous pourrions atteindre les 10 %. Il ne m'apparaît pas du tout évident qu'il pourra être financé à l'heure où les investisseurs internationaux se détournent du marché américain. Le dollar risque de chuter lourdement et les taux d'intérêt risquent de grimper. Donald Trump sera pris dans une nasse », craint Philippe Trainar. Et si Wall Street tousse, les autres places financières mondiales seraient aussi touchées.

Richard Hiault

Face à l'IA, d'énormes besoins en formation

FORUM FORWARD Des représentants des employeurs et des salariés ont débattu de l'impact de l'IA sur le marché du travail lors de l'événement organisé hier par «Le Temps». Tous s'accordent sur l'importance de l'acquisition de compétences

ALEXANDRE BEUCHAT

L'intelligence artificielle (IA) constitue-t-elle un outil bienvenu pour les employés, ou risque-t-elle de provoquer asservissement et suppression d'emplois? C'est la question au centre du débat qui a opposé Silvia Locatelli, membre du comité directeur d'Unia, et Arnaud Bürgin, directeur de la Fédération des entreprises romandes (FER) Genève, hier lors du Forum Forward organisé par *Le Temps* au SwissTech Convention Center à Lausanne.

Face aux prévisions souvent contradictoires sur l'impact de l'IA sur le marché du travail, les deux intervenants ont mis en garde contre les conclusions hâtives. Pour Arnaud Bürgin, «il ne s'agit pas d'une apocalypse, mais d'une transformation comparable aux révolutions technologiques précédentes, comme l'informatique ou internet».

Des emplois menacés

De son côté, Silvia Locatelli a tenu à clarifier la position des syndicats. «Nous ne sommes pas vent debout contre l'intelligence artificielle. Mais comme pour toute avancée technologique, cette transformation doit être encadrée. Les salariés ont besoin d'un minimum de protection.»

L'IA menace effectivement plusieurs secteurs, notamment les métiers administratifs, bancaires, comptables, ceux liés au voyage ou à la traduction. Dans l'industrie, certaines lignes de production commencent également à intégrer l'IA, suscitant des inquiétudes.

Arnaud Bürgin souligne toutefois que si certains emplois vont



Lors d'un débat du forum au SwissTech Convention Center, de gauche à droite: Julie Eigenmann, journaliste au «Temps», Arnaud Bürgin, directeur général de la FER, Silvia Locatelli, membre du comité directeur d'Unia, et Romain Clivaz, journaliste au «Temps». (ECUBLENS, 5 MARS 2026/ZOË JOBIN POUR LE TEMPS)

disparaître, d'autres vont apparaître: «En Suisse, nous sommes passés de 2000 postes en 2018 à plus de 20 000 emplois ouverts liés à l'intelligence artificielle. Mais il va falloir encadrer cette transformation et mettre en place des formations pour développer l'employabilité.»

Mais toutes les entreprises ne sont pas sur un pied d'égalité. Les PME, qui représentent plus de 90% du tissu économique suisse, restent prudentes face à l'IA. «Elles manquent souvent de compétences internes et adoptent une position attentiste, d'autant plus face à la multipli-

cation des crises ces dernières années», explique le directeur de la FER.

«Offensive collective»

Sur ce point, patronat et syndicats s'accordent sur la nécessité d'investir dans la formation. «Les nouveaux postes exigent des com-

pétences différentes. Il nous faut une offensive collective de formation continue, financée conjointement par les employeurs, les salariés et l'Etat», plaide Silvia Locatelli, également coresponsable du secteur industrie chez Unia.

Arnaud Bürgin souligne la responsabilité individuelle de se for-

mer tout au long de sa carrière et rappelle que la réussite de la Suisse dépend du partenariat social, qu'il faut préserver face à l'IA. A Genève, par exemple, «un conseil tripartite de l'employabilité réunit depuis 2020 l'Etat, les syndicats et le patronat pour cartographier les professions menacées et réfléchir à un concept de financement», précise-t-il.

Au-delà des risques, l'IA offre aussi des opportunités: elle peut libérer de tâches rébarbatives comme la rédaction de procès-verbaux, afin de permettre aux employés de se concentrer sur des missions plus stratégiques et créatives, souligne le responsable de la FER.

Un point de friction

Pour Silvia Locatelli, l'évolution liée à l'IA ne doit pas se traduire par une intensification du travail, une hausse du stress ou une surveillance accrue des salariés. La syndicaliste défend une réduction du temps de travail pour permettre une augmentation des salaires, soulignant que la Suisse affiche déjà la durée hebdomadaire la plus élevée d'Europe, avec 41,2 heures. Elle ajoute que les hausses salariales ont été déconnectées des gains de productivité, bien avant l'arrivée de l'IA.

Le principal point de friction entre syndicats et patronat reste donc le coût et la durée du travail. Du côté patronal, Arnaud Bürgin rappelle: «Depuis vingt ans, le temps de travail diminue dans un contexte de concurrence croissante. Avec 4400 francs par mois, Genève dispose du salaire minimum le plus élevé du monde. Il faut rester vigilant quant au coût du travail en Suisse.» ■

Petites omissions et grands mensonges sur LinkedIn

CURRICULUM VITAE Laurent Freixe, ancien directeur général de Nestlé, l'est toujours selon son profil sur le réseau social professionnel. Au-delà de ce cas, sur un marché du travail où «se vendre» est aussi une injonction, se pose la question des risques d'afficher des informations inexactes

JULIE EIGENMANN

Sur LinkedIn, Laurent Freixe est toujours directeur général de Nestlé. Tout comme Philipp Navratil. Pourtant, le premier a quitté la multinationale en septembre dernier, licencié. C'est ce que nous apprenait *Blick* la semaine passée. Nestlé ne commente pas le comportement de son ancien dirigeant mais selon des sources bien informées, «l'entreprise aurait exercé à plusieurs reprises des pressions pour obtenir une mise à jour de son profil. Mais le Français aurait tout simplement refusé.»

Un cas particulier puisqu'il touche à la direction du géant veveysan. D'autres affaires ayant trait à l'acuité de ces profils en ligne ont été médiatisées, comme celle de la ministre des Finances britannique Rachel Reeves, accusée en 2024 d'avoir exagéré sur LinkedIn la durée de son emploi à la Banque d'Angleterre.

Mais cette question se pose aussi à plus large échelle. «Dans le cadre de la fin d'un contrat, il est assez courant que les candidats ne mettent pas à jour leur profil LinkedIn, observe ainsi Michael Platen, fondateur et directeur d'Àequivalent, entreprise spécialisée dans la vérification d'antécédents. Notamment quand ils n'ont pas encore trouvé un autre poste, parce qu'ils espèrent être plus attractifs en étant encore en emploi, ou parce qu'ils ne veulent pas divulguer leur nouveau poste et employeur.»

Une clause pour rappeler de mettre son profil à jour

Pour éviter ce type de cas, les entreprises mettent de plus en plus souvent une clause dans leurs lettres de confirmation de résiliation de contrat pour rappeler l'obligation aux (ex-)employés de mettre leur profil à jour, remarque Michael Platen. «En général, sauf précision contraire, l'employé a le droit de s'afficher comme employé quand il est encore sous contrat administratif.»

Justement, que dit le droit du travail? «Les employés ont une obligation de diligence et de fidélité à l'égard de l'employeur, qui peut perdurer après la fin des rapports de travail, répond Sandra Gerber, avocate en droit du travail. Et plus le poste est important, plus ce devoir de fidélité l'est aussi. L'employeur a dans ce cadre et dans une certaine mesure le droit de donner des directives aux employés concernant leurs publications sur un réseau social professionnel comme LinkedIn.»

Elle mentionne aussi l'article 321e du Code des obligations, qui dit que l'employé est responsable des dommages causés à son employeur. «S'il peut être prouvé que l'absence de mise à jour d'un statut professionnel peut lui causer du tort, l'entreprise pourrait envisager une action en justice.»

«Il existe en résumé deux types de cas: la mise à jour du profil LinkedIn qui n'est pas effectuée par oubli, ou lorsque c'est délibéré»

WILLIAM ANDREAE-JONES, DU CABINET DE RECRUTEMENT ROBERT WALTERS

Mais hors du seul cadre de la fin des rapports de travail, l'imprécision des informations professionnelles communiquées est aussi une question récurrente. «Selon un sondage que nous avons réalisé en 2022, 71% des profils LinkedIn ne correspondaient pas aux CV, raconte Michael Platen. Depuis, on voit une légère amélioration, notamment parce que les profils LinkedIn sont aujourd'hui de plus en plus utilisés comme CV. Reste que même les CV officiels ont des multiples incohérences et que cette statistique est plutôt stable sur les années.»

Dates qui ne collent pas à la réalité, expériences manquantes, titres de postes inexacts, formations non finalisées... Les inexactitudes sont diverses, avec toute une granularité, de l'acte involontaire à celui volontaire, décrit-il.

La tentation de l'IA

«Il existe en résumé deux types de cas: la mise à jour du profil LinkedIn qui n'est pas effectuée par oubli, ou lorsque c'est délibéré», dit aussi William Andreae-Jones, responsable du bureau genevois du cabinet de recrutement Robert Walters. «Mais quand un CV et un profil LinkedIn – qui relève du domaine public – ne correspondent pas, cela crée souvent un signal d'alarme du côté de l'entreprise ou du recruteur, qui se demande ce que cela peut cacher d'autre. Un CV précis montre du professionnalisme, ce qui est souvent la première chose recherchée.»

Un engagement sur la base de fausses informations, comme un diplôme qui n'a pas été obtenu, risque de provoquer une résiliation du contrat de travail, souligne Sandra Gerber. «Mais pour l'employeur qui voudrait porter le cas en justice, s'il ne s'agit pas d'un clair mensonge mais davantage d'un petit oubli sans volonté de nuire, il peut être difficile de prouver que le recrutement dépendait de cette seule information.» Un cas de faux certificat de travail, par contre, relèverait du pénal, précise-t-elle.

En tant que candidat, on s'expose aux mêmes risques en mentant sur LinkedIn que sur son CV, indique Michael Platen, «c'est-à-dire une perte de crédibilité et de confiance de la part du futur employeur. Mais tout dépend évidemment du contexte, une personne qui a 20 ans de carrière peut tout à fait s'être trompée de trois mois sur la durée d'une expérience professionnelle.»

Par ailleurs, pour certains secteurs comme la finance ou la pharma et pour les postes de gouvernance plus largement, «l'employeur est obligé de garan-



Sur le réseau LinkedIn, Laurent Freixe se présente encore comme directeur général de Nestlé alors qu'il n'est plus en poste depuis septembre dernier. (VEVEY, 2 JUIN 2025/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

tir que ses dirigeants ou conseillers sont qualifiés, intègres et de bonne réputation, poursuit Michael Platen. La falsification des références qui sont affichées publiquement devient ainsi un problème majeur de réputation mais aussi de compliance [conformité, ndlr] car elles violent les règles et rendent les employeurs vulnérables aux poursuites.»

Au-delà des cas extrêmes, «survendre» son profil ne semble-t-il pas toutefois

presque encouragé sur un marché du travail où les exigences vont croissant? «Il faut vraiment l'éviter, la précision et l'intégrité sont les facteurs les plus importants, répond William Andreae-Jones, qui observe à cet égard la tentation que peut représenter l'intelligence artificielle. «Il y a beaucoup d'outils IA pour aider à rédiger un CV, par exemple. Mais le style amène souvent à embellir les choses, ce qui crée un décalage avec la réalité.» ■

Moderniser les systèmes informatiques pour l'AVS, l'AI et les APG

Les systèmes informatiques pour l'AVS, l'AI et les allocations pour perte de gain (APG) doivent être modernisés. Le National a accepté jeudi, par 174 voix contre 2, un crédit d'engagement de 66,1 millions de francs demandé par le Conseil fédéral à cet effet. Le dossier part au Conseil des Etats.

La Centrale de compensation (CdC), active dans le domaine des assurances sociales du 1^{er} pilier, doit revoir ses systèmes informatiques, notamment ceux de la Caisse suisse de compensation (CSC) et de l'Office de l'assurance invalidité (OAIE) pour les assurés résidant à l'étranger. Le programme est prévu jusqu'en 2032. Aux 66,1 millions s'ajoutent, selon les estimations actuelles, les ressources internes de la CdC, qui s'élèvent à quelque 57,2 mil-

lions. Les coûts totaux du programme de transformation numérique de la CdC s'élèvent ainsi à 123,3 millions.

«Rôle stratégique»

Ils seront toutefois intégralement remboursés à la Confédération par le fonds de compensation. Ce dernier a indiqué le mois dernier que l'AVS et l'AI ont bouclé l'année 2025 avec un résultat positif, avec un rendement net de 6,34%.

Alex Farinelli (PLR/TI) a salué ce projet, qui permet de «répondre au mieux aux besoins de la population sans augmenter les dépenses». Pour la commission, Thomas Stettler (UDC/JU) a évoqué le «rôle stratégique» de la CdC. Il s'agit d'un élément important dans la trans-

formation numérique des institutions, a ajouté Reto Nause (Centre/BE). Le corapporteur Gerhard Andrey (Vert-e-s/FR) a parlé d'investissement nécessaire. Il s'agit d'assurer la continuité du 1^{er} pilier alors que la CdC, l'organe d'exécution central pour l'AVS, verse chaque mois des rentes AVS et AI à plus d'un million d'assurés dans le monde, a relevé la ministre des Finances Karin Keller-Sutter. Le projet permet de gérer l'augmentation des volumes des demandes sans plus de personnel.

En parallèle, un projet gouvernemental visant une numérisation complète des assurances sociales est en cours de traitement au Parlement. L'idée est de créer une plateforme électronique pour les assurés AVS et AI, qui devrait être disponible au plus tôt en 2028. (ats)

Les multinationales pourront centraliser leur déclaration

IMPOSITION. Les multinationales concernées devraient pouvoir déposer les renseignements de manière centralisée dans un seul pays. Suivant le Conseil des Etats, le National a accepté jeudi un projet du Conseil fédéral élaboré dans le cadre de l'imposition minimale de l'OCDE, en vigueur en Suisse depuis 2024.

Le Parlement s'est prononcé sur l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange de renseignements relatifs à l'imposition minimale de l'OCDE (Global

Anti-Base Erose, ou GloBE). Il constitue la base légale internationale pour l'échange de renseignements entre les Etats participants. Ces derniers disposent ainsi des données nécessaires pour vérifier l'exactitude du calcul de l'impôt sur les multinationales et peuvent répondre plus facilement à l'obligation d'information exigée par l'imposition minimale.

Actuellement, les groupes actifs dans plusieurs pays doivent déposer une déclaration dans chaque pays. Avec cet instrument, qui est facultatif, ils

pourront faire une déclaration centralisée, a expliqué Sophie Michaud Gigon (Vert-e-s/VD) pour la commission. Et d'ajouter que des garanties sont prévues en matière de protection des données. Seuls les Etats disposant d'un droit d'imposition reçoivent les informations pertinentes.

Le premier échange lié à l'accord GloBE devrait avoir lieu cette année. Outre la Suisse, un peu plus d'une douzaine d'Etats, dont la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, ont à ce jour signé l'accord. (ats)

Le Conseil national refuse de sanctuariser la neutralité

POLITIQUE ÉTRANGÈRE Après un débat sur deux jours, la Chambre du peuple a rejeté hier l'initiative visant à inscrire la notion d'une neutralité «perpétuelle et armée» dans la Constitution. L'UDC a défendu un principe strict, tandis que les autres partis ont plaidé le maintien d'une approche plus souple

YAN PAUCHARD, BERNE

La statue de Nicolas de Flüe veille toujours sur le grand hall du Palais fédéral. Mais rarement le nom du saint patron de la Suisse n'aura été aussi souvent invoqué sous la Coupole que lors des discussions autour de l'initiative sur la neutralité, que le Conseil national a largement rejetée hier par 128 voix contre 60. Le débat fleuve, passionné, s'est déroulé sur deux jours. Le voyage à travers le temps fut impressionnant: remontant de la Constitution de 1848 jusqu'à la «paix perpétuelle» de Fribourg signée en 1516 après la bataille de Marignan. Sans oublier les traités de Vienne de 1815 et de Westphalie en 1648. L'UDC saint-gallois Lukas Reimann a

même appelé le philosophe Kant à sa rescousse.

Deux lectures très différentes de l'histoire suisse se sont entrecroisées dans la salle du Conseil national. Il y a d'un côté celle de l'UDC, qui souhaite avec ce texte inscrire dans le marbre, c'est-à-dire dans la Constitution, la notion stricte d'une neutralité helvétique «perpétuelle et armée». Cela aurait pour conséquence d'empêcher toute adhésion à une alliance militaire ou de défense, mais aussi toute participation à des sanctions économiques et diplomatiques contre un Etat belligérant, à l'exception de celles décidées par l'ONU. C'est d'ailleurs la reprise des sanctions de l'Union européenne contre la Russie qui a convaincu en 2024 les initiants de se lancer. Parmi eux, Christoph Blocher et Pro Suisse, organi-

«Ce n'est pas un luxe, c'est notre ligne de protection»

NICOLAS KOLLY, CONSEILLER NATIONAL (UDC/FR)

sation née de la fusion de plusieurs associations dont l'ASIN (Association pour une Suisse indépendante et neutre).

«Un imagier pour enfants»

Pour le conseiller national UDC fribourgeois Nicolas Kolly, il ne fait aucun doute que «la neutralité a été mise à mal, voire bafouée, ces dernières années sous de fortes pressions venant de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur». A ses yeux, la conséquence est claire: la position de la Suisse s'en trouve affaiblie, tout comme sa politique des bons offices. Sa conviction est encore renforcée par les derniers événements du Moyen-Orient. «Avec les guerres et l'érosion du droit international, la neutralité n'est pas un luxe, elle est simplement notre ligne de protection», insiste l'élu, pour qui la consolidation de ce principe dans la Constitution permettrait de «prolonger une tradition séculaire qui a préservé par le passé le pays et sa population».

La vision est tout autre parmi les autres partis, qui s'opposent à une initiative qui limiterait dangereusement la marge de manœuvre du Conseil fédé-

ral dans un contexte géopolitique en plein bouleversement. Pour le socialiste Benoît Gaillard, c'est en interprétant de manière souple la neutralité que la Suisse s'en est sortie, notamment lors de la période de la Guerre froide.

«La situation actuelle laisse la marge de manœuvre nécessaire dans les meilleurs intérêts de la Suisse»

IGNAZIO CASSIS, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

«Les initiants nous font croire qu'on peut vivre dans un imagier pour enfants et que la neutralité serait une sorte de sage maxime ancestrale des Confédérés», dénonce encore le Vaudois. Surtout, pour le socialiste, «la neutralité n'a pas besoin d'être sauvée». «Personne ne

nous demande de l'abandonner», relève-t-il encore. Et de conclure: «Je n'ose pas imaginer si nous avons traité la Russie et l'Ukraine de la même manière. C'était une posture intenable.»

De son côté, en juin 2025, le Conseil des Etats avait également appelé à voter non à l'initiative, mais les sénateurs y avaient adjoint un contre-projet. Celui-ci demandait que la neutralité soit inscrite dans la Constitution tout en restant flexible et proche de la pratique actuelle. Poussé par Le Centre, il n'a cependant pas convaincu le Conseil national. Et de loin. La Chambre du peuple a refusé l'entrée en matière sur ce point, suivant ainsi l'avis du conseiller fédéral Ignazio Cassis, qui appelait à un double refus de l'initiative et du contre-projet.

«La situation actuelle – le statu quo – laisse la marge de manœuvre nécessaire pour mettre à profit la neutralité dans les meilleurs intérêts de la Suisse», a lancé le ministre PLR des Affaires étrangères. Entré en fonction en 2017, Ignazio Cassis sera pour la première fois confronté à un vote populaire. ■

In europäischen Ländern stösst 10-Millionen-Initiative auf ein grosses Echo

Volksabstimmung am 14. Juni Das SVP-Volksbegehren findet internationale Beachtung. Gerade in Deutschland zeigen sich viele überrascht davon, dass das erfolgreiche Nachbarland einen derart radikalen Vorschlag annehmen könnte.

Simon Widmer, Berlin

Dass eine Schweizer Volksinitiative in Deutschland Beachtung findet, ist selten. Die Schweiz gilt vielen Deutschen als Musterland mit kaum nennenswerten Problemen. Gerade schauen einige aber genauer auf die Schweizer Innenpolitik.

Die Abstimmung über die SRG-Halbierungsinitiative am Sonntag weckt Interesse, vor allem weil der öffentlich-rechtliche Rundfunk auch in Deutschland unter Druck geraten ist. Noch mehr Aufmerksamkeit erhält die SVP-Initiative zur 10-Millionen-Schweiz. Sie wird in deutschen Medien und auf Social Media breit diskutiert – obwohl der Abstimmungstermin am 14. Juni noch weit entfernt liegt.

Mit Verwunderung wird in Deutschland registriert, dass das Schweizer Stimmvolk die neuen bilateralen Verträge torpedieren könnte. Diese haben Bundesrat Guy Parmelin und EU-Kommissionschefin Ursula von der Leyen am Montag unterschrieben. Ein Ja würde der Personenfreizügigkeit mit der EU widersprechen – ein Kernpunkt sowohl der alten als auch der neuen bilateralen Verträge.

Direkte Demokratie – ein Modell für Deutschland?

Schon im vergangenen Jahr berichteten die «Frankfurter Allgemeine Zeitung» (FAZ) und die «Süddeutsche Zeitung» (SZ) prominent über die Initiative. Die SZ kritisierte das Volksbegehren scharf. Ein Ja würde die Schweiz «unnötig in eine Krise stürzen», heisst es in einem Kommentar. Die SVP suche den Konflikt mit der Europäischen Union.

Die FAZ beschreibt ein «diffuses Unwohlsein» gegenüber der wachsenden Zahl von Ausländern, auch wenn diese meist aus Europa stammten und kulturell mit der Schweiz vertraut seien. Eine Annahme der Initiative wäre ein «schwerer Schlag» für die Schweizer Wirtschaft.

Auch die «Welt» hat einen Bericht veröffentlicht, dessen Kommentarbereich aufschlussreich ist. Die Leser des rechtsbürgerlichen Mediums begrüssen die Initiative. Kommentare wie



Nachhaltigkeitsinitiative: SVP-Nationalrat Thomas Aeschi im April 2024 bei der Übergabe der Unterschriften vor dem Bundeshaus. Foto: AFP

«Schweizer müsste man sein» und «So sieht Nachhaltigkeit aus» gehören zu den beliebtesten. Viele wünschen sich auch in Deutschland eine direkte Demokratie – ohne zu bedenken, dass dies eine grundlegende Umgestaltung des politischen Systems erfordern würde.

In den letzten Tagen hat die 10-Millionen-Initiative auch auf Tiktok Wellen geschlagen. Ein Journalist der «Zeit» zeigt sich in einem kurzen Video erstaunt, dass die Initiative Erfolg haben könnte, obwohl sie die Beziehungen zur EU infrage stellen würde.

Auch die Deutsche Welle, das deutsche Pendant zu Swissinfo, berichtet in einem Video darüber. In ihrem Beitrag betont sie die Tragweite des Vorhabens: Es würde die Migrationspolitik und die internationalen Abkommen mit der EU neu aufstellen.

Das deutsche Interesse an der Initiative hat mehrere Gründe. Viele überrascht, dass ein wirtschaftlich erfolgreiches Land wie die Schweiz einen radikalen Schritt zur Zuwanderungsbegrenzung erwägt. Viele haben Kolleginnen und Kollegen, die von Schweizer Spitälern oder Unternehmen abgeworben wurden. Mit einer fixen Bevölkerungsgrenze ist das nur schwer vereinbar.

SVP-Initiative ist Teil eines europäischen Phänomens

Zudem prägt das Thema Migration die deutsche Politik spätestens seit der Flüchtlingskrise 2015/2016. Die AfD verdankt ihren Aufstieg massgeblich der Bewirtschaftung der Migrationsproblematik.

Auch in deutschen Grossstädten kennt man das, was in der Schweiz als «Dichtestress» be-

In Deutschland wird mit Verwunderung registriert, dass das Stimmvolk die neuen Verträge mit der EU torpedieren könnte.

zeichnet wird: Wohnungsnot, steigende Mieten und überfüllte Verkehrsmittel. Und wie in Zürich ärgern sich manche in Berlin, wenn sie in Restaurants nur auf Englisch bestellen können.

Das Interesse an der 10-Millionen-Initiative beschränkt sich nicht auf den deutschsprachigen Raum. Eine Journalistin der «New York Times» ordnet die Initiative in einen grösseren Kontext ein. Sie zeigt, wie die Stimmung gegenüber Migranten in Europa kritischer geworden ist. Auch in der Schweiz habe die wachsende Vielfalt der Bevölkerung an manchen Orten einen «Backlash» ausgelöst.

Die britische «Financial Times» nennt den Vorschlag «radikal» und sieht ihn ebenfalls im europäischen Kontext. Steigende Mieten, Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt und Druck auf öffentliche Dienstleistungen hätten in vielen Ländern eine migrationskritische Politik befeuert.

Der «Guardian» geht hart mit der SVP ins Gericht. Die Partei bekämpfe Einwanderung, indem

sie Verbrechen von Ausländern hervorhebe und mit Bildern von blutigen Messern, von verummumteten Tätern und von verängstigten Frauen arbeite. Der Artikel zitiert den Wirtschaftsverband Economiesuisse, der die Initiative als «Chaos-Initiative» bezeichnet.

Der «Telegraph» nennt die Initiative einen «grossen Test für die Einwanderungspolitik». Sie könnte zu einem heftigen Streit mit der EU führen, da die Personenfreizügigkeit ein Kernelement der Beziehungen sei. Das Medium vergleicht die Schweizer Steuerung der Migration mit derjenigen Singapurs, wobei der asiatische Stadtstaat keine starre Obergrenze plant.

Nigel Farage hat ähnliche Ideen wie die SVP

Das breite britische Interesse an der Initiative ist kein Zufall. Schon im Brexit-Abstimmungskampf galt die Schweiz den Befürwortern als Vorbild. Kürzlich forderte Reform UK, die Partei von Nigel Farage, eine «Netto-Null-Migration» – es sollen nur so viele Menschen ins Land kommen, wie es verlassen. Ein Anliegen, das der 10-Millionen-Initiative ähnelt. Reform UK führt derzeit die Umfragen an.

Auch das spanische Onlineportal «El Confidencial» berichtet in einem Videobeitrag auf Tiktok. Die Journalistin zeigt sich überrascht, dass die Schweiz ihre Bevölkerungszahl begrenzen will, obwohl die meisten Migranten Arbeitskräfte und keine Flüchtlinge seien.

Sie verweist auf die Masseneinwanderungsinitiative von 2014, die nur in einer «Light»-Version umgesetzt wurde. Die Schweiz müsse jetzt entscheiden, ob sie ein Paradies für ausländische Arbeitskräfte bleiben oder sich ein «Ausgebucht»-Schild umhängen wolle.

Die ausführliche Berichterstattung zeigt: Schon mehrere Monate vor der Abstimmung am 14. Juni schaut das Ausland auf die Schweiz. Das Stimmvolk befindet über eine Frage, die auch andernorts virulent ist – und trifft einen Entscheid, der eine Signalwirkung für die Migrationspolitik in manchen europäischen Ländern haben könnte.

La gratuité des TPG pour les moins de 25 ans a fait bondir le nombre d'abonnés

Transports à Genève Le Canton tire un bilan plutôt positif pour la première année de cette mesure. Les aînés sont moins enthousiasmés par l'offre que les jeunes.

Emilien Ghidoni

Il y a un peu plus d'un an, le Conseil d'État annonçait un boni exceptionnel dans les comptes du Canton. Profitant de cette rentrée d'argent, le Département de la santé et des mobilités (DSM) a préparé et déposé un projet de loi afin que l'État prenne en charge le coût de l'abonnement annuel Transports publics genevois (TPG) des moins de 25 ans résidant et étudiant dans le canton de Genève.

Après plusieurs passes d'armes parlementaires et un référendum, la mesure est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025. S'y est ajoutée une réduction de 50% du prix de l'abonnement annuel pour les personnes au bénéfice de l'AVS ou de l'assurance invalidité (AI), voulue par le Grand Conseil. Le gouvernement publie désormais un premier bilan de cette opération unique en Suisse.

48% de nouveaux abonnés

En un peu plus de douze mois, 128'306 abonnements ont été délivrés aux personnes éligibles à cette offre. Parmi ces dernières, 35% étaient déjà abonnées et 10% sont passées d'un abonnement mensuel à un format annuel. Cela signifie que presque la moitié des bénéficiaires (48%) sont de nouveaux abonnés. Ce résultat va dans le sens de l'objectif premier de la mesure, qui était de soulager le budget des familles genevoises en supprimant la charge représentée par le coût de l'abonnement pour leurs enfants.

Dans le détail, on note que la catégorie d'âge ayant le plus bénéficié de l'offre d'un abonnement annuel est celle des enfants de 6 à 17 ans. Chez ceux-ci, 86% des personnes en ont un, soit 62'221 enfants. L'offre est encore plus populaire auprès des 18-24 ans en formation à Genève et résidant hors du canton: ils sont 89% à détenir



Des voyageurs montant à bord du bus F, à la gare Cornavin. Magali Girardin

désormais un abonnement TPG. Mais, en chiffres absolus, ils ne représentent que 8932 bénéficiaires. Suivent les 8-24 ans en formation et résidant à Genève (21'591 abonnements, 72% du potentiel estimé) et les 18-24 ans à bas revenus (7109 abonnements, 59% du potentiel estimé).

Hausse de la fréquentation

Ces nouveaux usagers ont créé une augmentation notable de la fréquentation des bus. Avec 229'478'000 montées en 2025, elle a grimpé de 3,3%. «On voit qu'à Genève, ce taux est supérieur à ce qu'on observe dans d'autres agglomérations en Suisse», confie Sébastien Munafò, directeur de la filiale suisse

de 6t-bureau de recherche à nos confrères de la RTS.

Le spécialiste reste toutefois prudent sur un potentiel transfert modal – soit un changement du mode de transport de la voiture vers les transports en commun – attribuable à cette nouvelle offre. En outre, rien ne garantit que ces jeunes prendront durablement l'habitude d'emprunter les TPG après avoir dépassé l'âge de 25 ans.

Lors de l'entrée en vigueur de la mesure, les TPG ont connu un pic de ventes d'abonnements. Une deuxième ruée a eu lieu entre le 4 août et le 21 septembre, correspondant à la rentrée scolaire. Enfin, il y a eu une troisième période de forte affluence

entre le 15 décembre et le 31 décembre.

Facture de 42,4 millions de francs pour Genève

La forte proportion de nouveaux arrivés sur le réseau TPG a entraîné un total de ventes de 53,6 millions de francs. Un montant légèrement inférieur à l'estimation de l'Exécutif, qui tablait sur 56,8 millions. La facture nette pour l'État s'élève pour l'année 2025 à 42,4 millions, en raison de divers mécanismes de redistribution.

«Ce sont 50 millions de francs qui sont allés dans le portemonnaie des gens et qui ont été dépensés, confiait Pierre Maudet, chargé de la Mobilité, à la RTS.

De ce point de vue, c'est une mesure anticyclique qui fait la démonstration de son succès.» Toutefois, certains élus sont critiques envers le coût de la mesure, qui a été réévalué à la hausse à l'été 2025.

Les jeunes ont davantage profité de la gratuité totale que les aînés. Seuls 30% des retraités éligibles à la réduction de 50% sur leur abonnement annuel en possèdent un, soit 26'986 personnes. Chez les bénéficiaires de l'assurance invalidité, ils ne sont que 10% (1467 abonnements). Le DSM reconnaît qu'il existe «un potentiel encore important auprès des seniors et des bénéficiaires AI, que le département entend mieux atteindre à l'avenir».

Environ 120 manifestant·es se sont réuni·es jeudi en fin de journée jeudi pour dénoncer les mesures d'économies prévues dans l'enseignement supérieur

L'austérité dans la formation huée

LAURA MORALES VEGA

Manifestation ► Pour clôturer la semaine d'action contre l'austérité organisée dans les universités et les Hautes écoles du pays, les collectifs étudiants et les syndicats ont lancé un appel à prendre la rue à Genève. Le rendez-vous était donné jeudi en fin d'après-midi devant le bâtiment d'Uni-Mail pour un rassemblement «contre les coupes [et en défense] des études supérieures». Environ 120 personnes se sont réunies au son des discours animés, dont celui de Marion Bouffier, de l'association représentant le corps intermédiaire de l'université. «Une société qui maltraite son enseignement se sabote elle-même», a-t-elle tonné, mettant en garde contre une précarisation des employé·es dans la recherche et la perte de compétitivité à l'international, en plus d'une dégradation de la qualité des enseignements.

Le message des manifestant·es est clair et se veut entendu jusqu'à Berne. Alors que l'augmentation des taxes d'études instaurée lors de la rentrée 2025 dans les hautes écoles – de 40% pour les étudiant·es suisses et de 110% pour les étudiant·es étrangères – sont toujours décriées, il en est désormais de même pour les mesures prévues dans le programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération, rédigé par le Conseil fédéral et actuellement en discussion au parlement. Le document table sur des économies de 460 millions en lien avec l'enseignement supérieur. Les Chambres se sont montrées plus généreuses que les Sept Sages et proposent désormais des coupes réduites, mais pas de quoi apaiser Geneviève Preti, du Cartel intersyndical du personnel de la fonction publique, et des milieux subventionnés. Elle invite à «se battre pied à pied» contre l'austérité. Florine et Annie ont fait le déplacement



Le cortège s'est rendu en vieille-ville, en passant non loin du bâtiment du DIP, avant de marquer une halte devant les bureaux du PLR. JEAN-MICHEL ETHEMAÏTÉ

ment depuis Lausanne. Membre de l'association de la Grève féministe Unil-EPFL, elles insistent: «Attaquer les universités, c'est attaquer le savoir critique, l'émancipation intellectuelle et la capacité de la société de penser, questionner et résister!»

Initiative sur les jobs d'été décriée

Des décisions politiques cantonales sont également visées par la colère des manifestant·es. Le cortège s'est rendu en vieille-ville, en passant non loin du bâtiment du Département de l'instruction publique (DIP), avant de marquer

une halte devant les bureaux du PLR, sur le boulevard Jacques-Dalcroze. «Le parti de Karine Keller-Suter, ministre fédérale des Finances, de Nathalie Fontanet, son homologue dans le canton de Genève, et d'Anne Hiltbold, conseillère d'état chargée du DIP», ne manque pas de rappeler au micro Mathilde Mottet, secrétaire syndicale du SSP et ancienne coprésidente des Femmes socialistes. Et de souligner l'excédent de 50 millions de francs établi dans une première version des comptes cantonaux, alors qu'un déficit de 256 millions était prévu. En décembre, la majorité de droite du Grand

Conseil a voté une réduction de 2 millions de francs par an de la subvention à la HES-SO Genève, soit une baisse de 6 millions sur trois ans. La mesure avait été proposée par le Département de l'instruction publique (DIP) lors du renouvellement du contrat de prestations. Elle fait l'objet d'un référendum.

Votation dimanche

Lorenzo, chercheur en sciences sociales à l'Unige, s'adresse aux manifestant·es tandis qu'aucun mouvement n'est aperçu derrière les rideaux blancs du siège libéral-radical. «Lorsque les élus votent des coupes, ce ne sont pas seule-



«Une société qui maltraite son enseignement se sabote elle-même»

Marion Bouffier

ment des croix sur des feuilles, s'indigne-t-il. Ce sont des emplois perdus dans la recherche et des étudiants qui triment dans des postes précaires afin de payer des taxes d'études qui augmentent.» Des huées dans la foule. Tous et toutes ont également en tête la votation prévue ce dimanche sur l'abaissement du salaire minimum pour les jobs d'été. L'initiative vise pour ce type de postes une rémunération à 75% de la valeur prévue par la loi. «Une mesure totalement déconnectée de la réalité» pour Coralie, étudiante en arts visuels au sein de la Haute école d'art et design de Genève (HEAD), qui défile en brandissant une pancarte à l'inscription «Financez nos classes, pas vos avions de chasse».

Concernant les mesures d'austérité, les syndicats de la fonction publique convient les manifestant·es à une assemblée le jeudi 12 mars au Palladium, en amont du nouveau projet de budget cantonal qui doit être déposé. Puis ce sera à nouveau l'heure de manifester, le 19 mars, dans le parc des Chaumettes, devant les HUG. 1